

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA
GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE
DE LA CONSTRUCTION

AFFIDAVIT DE FRANÇOIS CRÊTE

A : L'honorable France Charbonneau, présidente
M. Renaud Lachance, commissaire
**Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie
de la construction**
a/s greffe
600, rue Fullum, Sous-sol, secteur 0570
Montréal (Québec) H2K 3L6

Je, soussigné, **François Crête**, résidant au [REDACTED]
affirme solennellement ce qui suit :

1. Le ou vers le 17 avril 2015, j'ai reçu à mon domicile un préavis en vertu de l'article 82 des Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
2. Ce préavis m'indique que la Commission envisage de commenter ma conduite dans deux dossiers soit celui concernant l'entreprise Énergie Carboneutre et un autre relatif à l'organisation d'une activité de financement du Parti libéral du Québec.
3. Bien que ce préavis ne constitue pas une indication que les conclusions feront l'objet du rapport final, je tiens à rétablir certains faits par le biais du présent affidavit.
4. De manière générale, je sou mets que ces conclusions ne reflètent pas mon témoignage devant la Commission qui a eu lieu le 17 octobre 2013. Ces conclusions sont erronées et, si incluses dans le rapport final, représenteront une injustice et nuiront inévitablement à ma réputation.
5. De manière plus particulière, en ce qui a trait à la première conclusion défavorable que vous envisagez tirer à mon égard, à savoir d'avoir été informé de l'implication de Raynald Desjardins dans le dossier d'Énergie Carboneutre soumis à l'attention du cabinet de la ministre, Line Beauchamp, et de ne pas avoir informé ni le responsable du dossier afin de faire retirer subitement les certifications ni les autorités compétentes afin de dénoncer le fait, je souhaite formuler les commentaires suivants :
6. Les faits :
 - 5.1. J'ai effectivement rencontré des représentants d'Énergie Carboneutre à deux reprises en présence de madame Claudine Metcalfe, conseillère politique au cabinet, à la demande

de celle-ci, et de Tony Tomassi, député de Lafontaine.

- 5.2. Je ne me souviens pas qui étaient les personnes qui représentaient Énergie Carboneutre comme je l'ai indiqué lors de mon témoignage. Lorsque nous quittons un ministère, les données conservées dans nos agendas électroniques ne nous sont pas transférées.
- 5.3. Ce n'est qu'après la seconde rencontre que Me Michel Yergeau, alors avocat pour l'entreprise concurrente Horizon Environnement, m'a téléphoné pour me mettre en garde contre Énergie Carboneutre sous prétexte que des « gens louches » rodaient autour de cette compagnie. Il ne m'a transmis aucune information spécifique.
- 5.4. Je n'ai pas le souvenir que Me Yergeau m'aurait communiqué le nom de monsieur Raynald Desjardins, un nom parfaitement inconnu pour moi à l'époque.
- 5.5. Ayant beaucoup de respect pour Me Yergeau, j'ai pris cette mise en garde au sérieux et j'ai décidé que le cabinet ne s'occuperait plus de ce dossier. J'en ai alors informé madame Metcalfe et la ministre. La Présidente de la Commission a même affirmé lors de mon témoignage que j'avais eu raison de faire confiance à Me Yergeau, aujourd'hui juge à la Cour supérieure du Québec.
- 5.6. Lors du Conseil général du Parti libéral du Québec, qui se tenait quelques jours plus tard, madame Metcalfe m'aurait apparemment dit qu'un dénommé Raynald Desjardins était derrière Énergie Carboneutre. Tel que je l'ai indiqué sous serment, je ne suis pas certain que ce soit spécifiquement arrivé.

7. Justification :

- 6.1. Même si Me Yergeau nous avait avertis que des individus louches se cachaient derrière cette entreprise, nous n'avions aucune information précise ni aucune preuve suffisante pour en avvertir les autorités. De toute évidence, Me Yergeau en savait davantage que moi sur les liens entre certaines personnes et le crime organisé et pourtant je ne crois pas qu'il ait pris l'initiative d'en avvertir les fonctionnaires du ministère ni même la police. La Commission va-t-elle aussi lui adresser un blâme ? C'est le propre du monde du crime organisé d'utiliser des subterfuges pour camoufler leurs activités illégales et de rendre toute intervention basée sur notre régime de droits très difficiles.
- 6.2. J'ai aussi indiqué lors de mon témoignage que la décision d'octroyer ou non un certificat d'autorisation est une décision administrative. Dans le cas d'un certificat pour un traitement de terre contaminée, des analyses du procédé sont effectuées par les gens du ministère qui sont des spécialistes dans ce domaine. En aucun temps, le cabinet de la ministre n'intervient dans ce genre de décisions qui sont basées sur la science et non sur un jugement arbitraire. Le pouvoir de signature de la ministre est aussi délégué vers les fonctionnaires compétents.

- 6.3. Vous me blâmez de ne pas avoir informé les autorités du ministère afin de faire retirer les certifications. Si le cabinet ne peut influencer une décision positive d'octroi d'un certificat d'autorisation comment peut-il influencer celle de ne pas l'octroyer ? Et je crois qu'à cette époque la LQE (Loi sur la qualité de l'environnement) ne tenait pas compte de la liste des actionnaires d'une entreprise. Une intervention directe aurait donc pu être perçue comme de l'ingérence par les fonctionnaires du ministère.
- 6.4. Le blâme porterait aussi sur le fait de ne pas avoir averti les autorités compétentes de la présence de Raynald Desjardins autour d'Énergie Carboneutre. Comme je l'expliquais plus tôt, et je le crois sincèrement, je n'ai aucun souvenir que Me Yergeau ait spécifié ce nom lors de cet appel. Me Yergeau ne m'a pas communiqué des informations précises ou des éléments de preuve que j'aurais pu transmettre à des autorités. Il m'a transmis un avertissement et j'ai agi avec la diligence et la précaution que cela demandait compte tenu du type d'information obtenue. J'estime avoir agi avec professionnalisme, en respect avec mon champ de responsabilité, et dans l'intérêt public. D'ailleurs, pourquoi les autorités policières n'alertent-elles pas les cabinets politiques au sujet de criminels qui se cachent derrière des demandeurs d'autorisations ou de subventions ? N'est-ce pas là leur rôle et leur devoir ?
- 6.5. Le nom Raynald Desjardins ne me disait strictement rien à cette époque. Comme je l'ai expliqué lors de mon témoignage, je n'avais aucune connaissance de ses liens avec le crime organisé ni même des délits qu'il aurait commis. Ce nom m'était totalement inconnu.
- 6.6. Enfin, je ne suis pas certain, à ce jour, que madame Metcalfe m'ait communiqué ce nom. Même si elle l'avait fait, encore là ce nom n'aurait sonné aucune cloche.
8. En ce qui a trait à la seconde conclusion défavorable que vous envisagez tirer à mon égard, à savoir d'avoir permis, par acte ou omission, à des représentants de firmes de génie d'organiser des activités de financement au bénéfice de la ministre de l'Environnement, Line Beauchamp, notamment l'événement qui a eu lieu le 6 avril 2009 à Laval, sans égard à des possibles risques de conflit d'intérêts ou de compromission que cette pratique pouvait comporter, je souhaite formuler les commentaires suivants :
9. Les faits :
- 8.1. Toutes les activités de financement étaient organisées par l'Association libérale de Bourassa-Sauvé ou directement par la permanence du Parti libéral du Québec.
- 8.2. Contrairement à certains directeurs de cabinet, je n'assumais aucune responsabilité quant à l'organisation des activités de financement. Il avait été clair dès le début de mon embauche en 2003 que ça ne faisait pas partie de mes fonctions. Je n'ai jamais planifié d'activités financement, je n'en ai jamais organisé, je n'ai jamais sollicité de

dons par lettre ou verbalement, je n'ai jamais reçu de contributions, je n'ai jamais demandé à qui ce que ce soit d'organiser une activité de financement.

- 8.3. L'activité du 6 avril 2009 avait été organisée par la permanence du Parti libéral du Québec. À aucun moment, que ce soit pour cette activité ou pour toute autre, ma permission n'était requise pour que la tenue d'un tel événement.
- 8.4. Étant donné que l'activité se tenait à Laval tôt le matin et que la majorité des membres du cabinet étaient basés à Québec, je m'étais porté volontaire pour accompagner la ministre. Cet accompagnement est mon seul lien avec l'activité du 6 avril 2009. En d'autres circonstances, j'aurais très bien pu ne pas y être puisque je n'avais aucun lien avec l'organisation de cette activité. Ni avant ni après l'activité, je n'ai disposé d'informations sur son organisation, car le personnel du PLQ savait très bien que je ne jouais aucun rôle dans le financement de l'association.
- 8.5. En arrivant sur place, je ne connaissais personne à part le personnel de comté de la ministre dont le rôle était de procéder à l'accueil des participants. Les échanges étaient d'ordre général et n'ont fait l'objet d'aucun suivi de la part du cabinet.

10. Justification :

- 9.1. Il est totalement injuste que je sois blâmé pour une chose pour laquelle je n'avais aucune responsabilité. Cette activité de financement n'était pas organisée par le cabinet (elles ne l'étaient jamais) et donc je ne peux avoir permis de quelque manière que ce soit à des représentants de firmes de génie de l'organiser. Toute l'organisation de cette activité était sous la responsabilité du Parti libéral du Québec.
 - 9.2. Tout au long de ma carrière comme directeur de cabinet, je me suis tenu loin de l'organisation des activités de financement. Il ne faut pas penser que, si certains de mes anciens collègues participaient activement au financement, c'est le cas pour tous les autres. L'activité tenue à Laval le 6 avril 2009 n'était pas sous ma responsabilité comme ce fut le cas pour toutes les autres organisées pour l'Association libérale de Bourassa-Sauvé d'avril 2003 à août 2011. Je refuse de recevoir ce blâme qui est basé sur des présomptions et non sur des faits.
11. Je tiens en terminant à rappeler que j'ai donné huit années de ma vie à servir au sein du gouvernement du Québec. J'ai participé à la mise en place de politiques qui ont changé positivement la vie de millions de citoyens et j'en suis fier. Ces années ont contribué à forger ce que j'ai de plus précieux : ma réputation. Je ne peux pas accepter qu'elle soit ternie par des conclusions qui ne reflètent pas la réalité des événements tels qu'ils se sont réellement passés.
 12. Je ne comprends pas, qu'après tant d'efforts pour en arriver à des conclusions qui seront utiles pour la bonne conduite de la démocratie, que la Commission en arrive à de telles

conclusions. Il en va de crédibilité de la Commission et de ses membres de baser ses conclusions sur des faits plutôt que sur des suppositions. Des suppositions qui, de surcroît, risquent d'entacher la réputation de personnes qui n'ont rien à se reprocher.

13. C'est pourquoi je conteste officiellement les conclusions de la Commission qui me concernent et vous demande de les retirer à la lumière des explications contenues au présent affidavit.

14. Tous les faits allégués au présent affidavit sont vrais à ma connaissance personnelle.

ET J'AI SIGNÉ

FRANÇOIS CRÊTE

Affirmé solennellement devant moi à
Montréal, ce 30^e jour d'avril 2015

Commissaire à l'assermentation pour le
Québec

